

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Les « archives » en colère : polémique

La ministre de la Culture Alda Greoli (cdH) a déploré lundi le non-versement depuis des mois des subventions de fonctionnement attribuées aux différents centres d'archives privées en Fédération Wallonie-Bruxelles, l'expliquant par un blocage politique à la table du gouvernement.

Interrogée en commission du Parlement par le député Christos Doulkeridis (Écolo), Alda Greoli a indiqué que le dossier était en réalité bloqué par son collègue en charge du Budget, André Flahaut (PS).

Les centres d'archives se retrouvent dans une situation particulièrement difficile, notamment pour payer les salaires du personnel de ces centres. Pour exprimer leur exaspération, plusieurs travailleurs de ces centres étaient venus assister à la commission parlementaire lundi après-midi, déployant même brièvement un calicot « Centres d'archives en colère ! » dans les tribunes réservées au

public, fait plutôt rare.

Selon Marie-Laurence Dubois, présidente de l'association des archivistes francophones de Belgique (AFFB), ce dossier est en réalité bloqué par le ministre Flahaut parce que le centre d'archives de l'IEV – l'institut d'études du Parti socialiste – a essuyé un avis négatif de l'administratif, ce qui menace la reconduction de sa subvention.

Interrogé lundi soir par Belga, le ministre Flahaut, lui-même ancien directeur de l'IEV, réfute tout chantage dans cette affaire et attribue plutôt les retards actuels aux lenteurs de l'administration durant la période estivale.

« Je sais que c'est dans l'air du temps d'accuser les politiciens, mais il n'y a absolument aucun chantage politique de ma part. Bien au contraire, je suis même intervenu pour que le centre d'archives Jean Gol (lié au MR, NDLR) ne soit pas oublié dans cette affaire ! », se défend-il. ■